



Lorsque les premiers cas de COVID-19 ont fait la une des journaux il y a un an et demi, peu de gens auraient imaginé l'ampleur que prendrait la pandémie et les conséquences désastreuses qui s'ensuivraient. Ce qui a commencé comme une crise sanitaire s'est rapidement transformé, pour beaucoup, en une crise alimentaire et de subsistance. Des millions de personnes ont perdu leur emploi et leurs sources de revenus, en particulier celles travaillant dans le secteur informel. Les régimes de protection sociale étant inexistants ou inadéquats, le nombre de personnes souffrant de faim a augmenté de 161 millions en seulement un an.

Cette année, le Rapport sur l'état du droit à l'alimentation et à la nutrition met l'accent sur ce droit dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Il examine les mesures prises par les gouvernements pour contenir la propagation du virus et les impacts qu'elles ont eus sur les différents groupes de population. Il donne également un aperçu de la manière dont les communautés et les groupes de la société civile du monde entier se sont organisés pour faire face à la crise et soutenir les personnes dans le besoin.

Le rapport montre des similitudes frappantes entre les régions. Pourtant, il souligne également que les impacts sont loin d'être les mêmes pour tout le monde. Dans toutes les sociétés, la pandémie et les mesures prises pour l'endiguer ont touché le plus durement les groupes marginalisés et défavorisés. Dans de nombreux cas, aucune précaution n'a été prise et aucune exception n'a été faite pour protéger les droits de ces groupes et les mettre à l'abri des effets des mesures restrictives. Dans la plupart des pays, les systèmes de protection sociale se sont révélés incapables de protéger les plus démunis et de les aider à se remettre sur pied.

La pandémie a mis à nu les discriminations, inégalités et exclusions structurelles qui sous-tendent nos sociétés et rendent les gens vulnérables à la faim et à la malnutrition. Elle a mis en lumière les conditions de travail précaires et dangereuses dans lesquelles se trouvent les personnes travaillant dans l'agriculture et l'alimentation, et en particulier les travailleur·euse·s migrant·e·s, ainsi que l'accès limité aux services de base et à la protection sociale dont ils et elles bénéficient. Elle a en outre mis en lumière la situation critique des peuples autochtones et d'autres communautés rurales, qui, privés de leurs territoires et de l'accès aux ressources naturelles, n'ont que peu de moyens de faire face à la pandémie et à la crise alimentaire qui en découle.

D'une région à l'autre, l'augmentation colossale du travail de soins a largement pesé sur les épaules des femmes, qui ont été plus susceptibles de perdre leur emploi. Les femmes ont également dû supporter des niveaux de stress plus élevés, car elles sont souvent chargées de mettre de la nourriture sur la table. Pour couronner le tout, elles ont été confrontées à une escalade de la violence domestique. Les enfants vivant dans la pauvreté ont souffert de l'absence de repas scolaires ou d'une diminution de la qualité des repas. Dans certains cas, les enfants ont été contraint·e·s de faire des travaux dangereux pour aider leur famille à joindre les deux bouts.

Le rapport souligne également comment les gouvernements ont utilisé la pandémie pour militariser (davantage) les sociétés et faire passer en force des lois, des politiques et des projets préjudiciables. En ce sens, la pandémie a servi de prétexte idéal pour faire taire les protestations sociales, cibler violemment les communautés et criminaliser les défenseur·euse·s des droits humains.

Le rapport montre, d'une part, la vulnérabilité à plusieurs niveaux engendrée par le système alimentaire industriel mondial et, d'autre part, la résilience des systèmes alimentaires locaux et de la petite production alimentaire en temps de crise.

Le système alimentaire industriel n'est pas seulement associé à l'augmentation des zoonoses telles que la COVID-19. Il accroît également le risque d'infection grave, en promouvant par exemple des produits alimentaires ultra-transformés et en exposant les gens à des produits agro-toxiques. En outre, sa dépendance à l'égard des longues chaînes d'approvisionnement et des intrants agricoles commerciaux a rendu ceux et celles qui en dépendent vulnérables aux perturbations du commerce mondial et aux fluctuations des prix. Au contraire, les systèmes alimentaires paysans locaux fondés sur l'agroécologie se sont révélés très résistants face à la crise et ont trouvé des moyens innovants pour y faire face. Dans toutes les régions, l'agroécologie, l'agriculture soutenue par la communauté et les jardins urbains/communautaires ont suscité un intérêt croissant, et de nouveaux réseaux se sont tissés entre communautés rurales et urbaines.

Or, de nombreux gouvernements, surtout au départ, ont montré un parti pris pour le système alimentaire corporatif et contre la production alimentaire à petite échelle dans leurs réponses à la pandémie, par des mesures telles que la fermeture des marchés informels et des marchés de producteurs alors que les supermarchés étaient autorisés à rester ouverts, l'introduction de couvre-feux interférant avec les routines de travail de la pêche artisanale, les restrictions de mouvement empêchant les agriculteur·rice·s, surtout les femmes, d'accéder à leurs terres, ou la fermeture de frontières empêchant les éleveur·euse·s d'aller chercher du fourrage.

D'une région à l'autre, on a assisté à un énorme élan de solidarité et d'organisation communautaire pour faire face à la crise et soutenir les personnes dans le besoin. Les petit·e·s producteur·rice·s alimentaires du monde entier se sont organisé·e·s pour donner et échanger leurs produits. Les femmes rurales ont partagé leurs connaissances sur les plantes médicinales et les ont mises à la disposition des populations dans le besoin. Des communautés et des groupes de la société civile ont organisé des garde-manger et des soupes populaires, tandis que des initiatives d'agriculture soutenue par la communauté ont cherché de nouvelles formules de solidarité pour inclure ceux et celles sans ressource.

Pour l'avenir, il sera essentiel de tirer les leçons de la pandémie et des réponses qui y ont été apportées. La faim et la malnutrition augmentent depuis des années. La construction d'un "nouveau demain" doit donc aller au-delà de la simple "réparation" et s'attaquer aux discriminations, inégalités et exclusions structurelles qui ont créé les conditions permettant à la crise de se dérouler de manière aussi dramatique et inégale.